



P R O J E T S O C I A L I S T E 2 0 1 2

LE CHANGEMENT



<i>L'avenir aime la France</i>	3
Comprendre que le monde bascule	4
Capitalisme à bout de souffle, sarkozysme en fin de cycle	6
La panne d'espoir	9
De vrais atouts pour faire la course en tête	11
Agir pour ne pas subir	12
<i>Cinq défis à relever</i>	15
Le défi d'un nouveau modèle de développement social-écologique	15
Le défi de la performance de notre économie et du rétablissement des comptes publics	16
Le défi de la promesse républicaine	16
Le défi de la citoyenneté et de l'altruisme	17
Le défi du redémarrage européen	18
<i>2012-2017 : redresser la France, retrouver la justice, rassembler les Français</i>	19
Redresser la France et proposer un nouveau modèle de développement	19
Retrouver la justice pour bâtir l'égalité réelle	24
Rassembler les Français et renouer avec la promesse républicaine	26
Assainir les finances publiques : un impératif pour l'avenir et pour réaliser notre projet	29
<i>Priorités 2012</i>	32

L'AVENIR AIME LA FRANCE

En 2012, les Français ont rendez-vous avec la démocratie, c'est-à-dire avec eux-mêmes. Ils diront si, oui ou non, ils veulent que se poursuive la même politique menée depuis dix ans par les mêmes responsables pour obtenir les mêmes résultats. Ils éliront le président de la République et la majorité parlementaire auxquels ils confieront le destin de la Nation. Ils répondront à la question qui commandera toutes les autres et qui se pose avec une gravité inédite depuis un demi-siècle : oui ou non, la France retrouvera-t-elle confiance dans l'avenir ?

Car, dans notre pays, l'inquiétude économique et la souffrance sociale sont immenses. Le chômage, les inégalités, la relégation sociale dont sont victimes les jeunes notamment, dans les banlieues mais aussi les zones rurales, la montée des incivilités et de la violence gratuite, se sont aggravés au cours des dix dernières années.

S'y ajoute une crise de sens comme la France n'en a pas connu depuis la Seconde guerre mondiale. Les repères et les règles du monde d'avant ont volé en éclats. Un monde scindé entre Est et Ouest, Nord et Sud, où l'Etat-nation était le cadre des solutions, où le progrès social cheminait avec les générations, où les ressources naturelles semblaient inépuisables, où l'Europe améliorait la vie des peuples qui la construisaient, où le projet et les institutions de la République démocratique, sociale, laïque primaient sur l'argent, sur les revendications catégorielles et les passions communautaires. Pays millénaire qui avait donné au monde sa grande Révolution, puissance agricole et industrielle, la France exerçait une influence politique et culturelle à nulle autre pareille. Elle était au premier rang d'une Europe qui comptait.

Le monde a changé et les rapports de force aussi. Nous peinons collectivement et individuellement à l'admettre car le choc est rude. Il est plus difficile qu'hier de déployer nos valeurs dans un monde multipolaire, de défendre nos couleurs dans une concurrence exacerbée, de préserver nos intérêts économiques et de protéger notre modèle social. La France est dans le brouillard d'elle même.

Pour donner un avenir à leur pays et à leurs enfants, nos compatriotes veulent le changement. Seulement, vers qui se tourner ? La droite sert les intérêts d'une minorité privilégiée tandis que le plus grand nombre doit éponger la facture de la crise : en payant plus de taxes et d'impôts, en renonçant à des services publics, en perdant en salaire ou en pension, le plus souvent en subissant les trois à la fois. Comme ailleurs en Europe, l'extrême droite se nourrit de l'échec des libéraux. Elle désigne des boucs émissaires et prospère sur les peurs. Ses réponses démagogiques peuvent attirer par leur simplisme, mais si elles étaient mises en œuvre, les ménages modestes, les classes moyennes, les entreprises industrielles, artisanales et les exploitations agricoles en seraient les premières victimes.

La responsabilité de la gauche en général et du Parti socialiste en particulier est historique : il nous revient de redonner foi dans la possibilité d'un nouveau départ.

Les Français attendent de nous que nous prenions la mesure des impasses du libre-échange sans limites, de l'acide que constitue pour une société l'argent gagné sans effort, de l'illusion d'une France sans usines ni paysans qui se reconvertirait en musée de la mondialisation. Ils nous demandent de prendre la mesure de la colère que suscitent les élites quand elles oublient l'éthique ou les lois, le besoin de fierté que chacun veut éprouver pour son pays quand il est représenté sur la scène internationale, l'envie de vivre debout et pas seulement

de survivre de contrats précaires en revenus d'assistance. Le devoir des socialistes est de répondre à ces angoisses et à ces aspirations. C'est un devoir de sérieux et de solutions bien sûr, mais d'indignation et d'imagination avant tout. Un devoir de vérité et d'action. Un devoir républicain.

Comprendre que le monde bascule

Ces vingt dernières années, le cours du monde s'est accéléré au point de le rendre méconnaissable. Les changements sont allés plus vite que leur analyse et leur maîtrise. Plus vite que la diffusion de l'imprimerie ou de l'électricité. Les réalités du nouveau siècle obligent les responsables politiques et les citoyens à résoudre ensemble des enjeux longtemps négligés.

Le changement climatique, l'explosion démographique et la fièvre énergétique mettent en jeu l'avenir de la planète

A l'été 2011, sept milliards d'individus, quatre fois plus qu'il y a un siècle. Un monde peuplé de neuf milliards d'habitants en 2050, consommant et produisant autant qu'en 2010, sera écologiquement intenable. Épuisement de l'eau et des énergies fossiles, déforestation, urbanisation incontrôlée, nous faisons comme s'il y avait une seconde Terre à investir une fois épuisées les ressources de celle qui nous accueille. L'arrivée de nouveaux géants économiques qui réclament leur part de bien être matériel, conjuguée à un mode de développement fondé sur l'exploitation de la nature, rapproche le monde d'un point de bascule.

Hausse des températures, montée des océans, sécheresses inhabituelles, les effets de la surexploitation de la nature se font douloureusement sentir. De combien d'avertissements avons-nous besoin ? La catastrophe de Fukushima qui a frappé le Japon et son peuple a concentré les menaces des temps nouveaux : le plus grave séisme a déclenché le plus terrible tsunami, qui a provoqué le plus lourd accident nucléaire dans un pays développé. Y a-t-il défi plus impérieux, plus noble, pour notre civilisation qu'éviter le désastre planétaire ?

Partout, péril écologique et inégalités sociales se renforcent mutuellement. Des vingt-huit pays les plus exposés aux bouleversements climatiques, vingt-deux, situés en Afrique subsaharienne, sont parmi les plus pauvres du monde. En France, les ménages les plus modestes consacrent 15 % de leur revenu aux dépenses énergétiques, soit 2,5 fois plus que les ménages les plus riches. Pour nous, la préservation environnementale est inséparable de la justice sociale.

La montée des émergents entraîne un recentrement du monde, mais la crispation des sociétés européennes.

L'Europe n'est plus le cœur de l'Occident, qui n'est plus le centre de la planète. Rangeons nos vieilles mappemondes, elles ne disent pas le monde actuel. Désormais, les nations d'Asie referment la parenthèse de leur effacement. Elles sont optimistes, conquérantes, soucieuses de leurs intérêts, parfois agressives. En 2010, la Chine est devenue la deuxième force économique mondiale, mais son objectif est de se hisser en haut du podium. Seule la date fait encore débat : 2040, 2050 ? Elle fait déjà la course en tête en matière d'exportations, de

réserves de change et de dépôt de brevets, en nombre d'internautes et d'automobilistes, pour la fabrication d'ordinateurs et d'éoliennes, la production de pommes, d'acier et de béton. Pour maintenir le rythme de sa croissance, elle dévore les matières premières et l'énergie : elle est le premier émetteur de CO². Sans oublier tous les autres, émergents ou émergés : l'Inde, le Brésil, la Russie, mais également la Corée du Sud, l'Indonésie, l'Australie, l'Afrique du Sud, le Mexique.

En même temps, les Européens perdent confiance. Leur modèle économique est à la peine après deux décennies où la dette, celle des ménages ou celle des Etats, a remplacé la hausse des salaires. La mondialisation bat en brèche nos certitudes les plus ancrées : Européens et Américains n'ont plus le monopole des productions à forte valeur ajoutée. Les pays émergents sont en phase de rattrapage, sinon de dépassement, qu'il s'agisse de technologies ou d'enseignement supérieur. Après quatre siècles d'hégémonie, les nations occidentales vieillissent et semblent résignées à cultiver leur passé plutôt qu'à se projeter dans l'avenir. La conviction que démocratie et marché, droits de l'homme et commerce, vont de pair est remise en cause par les capitalismes de parti unique ou de mafias qui concurrencent ou supplantent nos économies – comme si la promesse de 1989 et de la chute du Mur de Berlin était ajournée, peut-être même oubliée.

De telles secousses, dans une période de chômage de masse et de précarité, ébranlent les sociétés européennes. Des coupables sont montrés à la vindicte : l'étranger, le descendant d'étranger, le musulman, mais aussi les Hongrois pour les Slovaques, les Italiens du Sud pour ceux du Nord, les Wallons pour les Flamands en Belgique, les habitants de Castille pour certains Catalans en Espagne. Face à ces changements d'échelle et aux tensions qu'ils font naître, les solutions passent par une nouvelle coopération entre les peuples, un « G192 » dans le cadre des Nations Unies pas seulement un G20 dans l'intérêt des pays les plus puissants, ainsi que par une réorientation de la construction européenne. Ce sursaut doit venir dans les dix prochaines années. Après, il sera trop tard pour inverser la tendance.

Les révolutions technologiques et la vitesse changent profondément la vie personnelle comme la vie professionnelle

Ces révolutions donnent le meilleur et le pire. Le meilleur, comme l'accès à l'information : au Maghreb et au Moyen Orient, non seulement la jeunesse a commencé à utiliser Twitter plutôt que le fusil, mais le monde entier a pu vivre les révoltes populaires contre les dictatures. La précipitation peut aussi engendrer le pire, comme lorsque l'adoption d'un projet de loi obéit à la charge émotionnelle des titres du « 20 heures ». Trop souvent, c'est l'actualité qui fait la loi, non la loi qui fait l'actualité.

Les nouvelles technologies peuvent aussi conduire à l'aggravation des conditions de production des salariés : sous-traitance, recours intensif aux contrats à durée déterminée, à l'intérim et aux temps partiels, réduction des temps de pause... Ces nouvelles organisations du travail où les salariés sont mis en compétition avec les autres comme avec eux-mêmes peuvent conduire jusqu'au suicide. Ces drames survenus en nombre couvent dans bien des entreprises, souvent les plus grandes où les dirigeants sont des financiers et leurs employés des numéros. La pression du client et du rendement domine, en production comme dans l'encadrement, dans l'industrie ou dans les services, dans le secteur privé comme dans la fonction publique.

Les temps sociaux sont éclatés. Finie, la séparation de la vie en tranches entre l'école comme temps de formation, la profession comme temps de travail, la retraite comme temps pour parachever sa vie. On peut être étudiante à 70 ans, grand-père à 40, voyageur à 16. Quant au

temps libre, l'est-il vraiment quand les courriers électroniques et les sonneries du téléphone portable accompagnent nos pas ? De combien de temps dispose-t-on pour des activités vraiment choisies ? Ces questions, ici ou à l'autre bout du monde, des centaines de millions de personnes ne se les posent pas, tant elles sont stressées.

L'insuffisante régulation du capitalisme amène des crises à répétition.

En général, les dirigeants des pays les plus riches ne tirent pas les bonnes leçons des dégâts provoqués par les mauvaises pratiques. « Nous allons moraliser le capitalisme », avaient-ils promis après l'effondrement de la banque américaine Lehman Brothers, épice du plus grave séisme financier depuis 1929. Trois ans plus tard, on nous dit que la crise est finie. La réalité est moins rose. Dans notre pays, les entreprises du CAC 40 vont distribuer, en 2011, 40 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires alors qu'un quart des salariés, soit plus de six millions de travailleurs, perçoivent moins de 750 euros par mois, environ 25 euros par jour. Dans l'année qui a suivi la crise des *subprimes*, les gouvernements ont consacré plus d'argent pour soutenir les banques et les institutions financières que le monde n'en avait dépensé, en un demi-siècle, pour aider les pays pauvres !

Malgré des annonces tonitruantes, aucune des préconisations ou des sanctions évoquées par le G20 n'a été concrétisée à ce jour. Ni la lutte contre les paradis fiscaux, ni la séparation des métiers bancaires, ni la réforme des agences de notation, ni l'encadrement des fonds spéculatifs et autres *hedge funds*. Notre vie quotidienne est remplie d'interdits de toutes sortes, mais la délinquance financière n'est pas réellement réprimée par les autorités publiques. A juste raison, aux yeux des citoyens, l'absence de radars sur les autoroutes de la finance traduit une démission du politique face aux profits et aux profiteurs

Le vieillissement des populations marque une victoire sur la maladie et la misère, mais il change aussi en profondeur nos sociétés.

Dans les pays occidentaux, l'espérance de vie sera supérieure à 90 ans d'ici 2030 et la natalité n'assurera plus le renouvellement des générations. A cet horizon, l'Allemagne va perdre dix à quinze millions d'habitants, la Russie entre quinze et vingt, le Japon entre vingt et trente. A la même époque, l'Inde deviendra le pays le plus peuplé, devant la Chine dont la population commencera à se réduire et à vieillir – ce qui ne sera pas sans effet sur son ordre social ni sur les relations internationales.

Une révolution se profile : le monde comptera de moins en moins d'actifs pour accompagner les personnes âgées et financer la dépendance. Avec le risque du chacun pour soi : retraites par capitalisation, développement des assurances privées, taxes sur les médicaments. Pourtant, la démographie impose de nouvelles solidarités qui sont autant d'opportunités : comment utiliser l'expérience des seniors ? Comment favoriser l'engagement associatif et citoyen des aînés ? Comment mêler les générations pour gagner en générosité, mais aussi en compétitivité ? L'enjeu n'est pas seulement de vivre plus vieux, mais de vivre mieux.

Capitalisme à bout de souffle, sarkozysme en fin de cycle

De tous les continents, l'Europe est celui où la croissance est la plus faible et le chômage le plus élevé. Et la France en Europe affiche des résultats malheureusement plus médiocres que beaucoup de ses partenaires. C'est que l'impasse des choix économiques et fiscaux

opérés par l'actuel président de la République et par sa majorité s'est ajoutée à l'impact du capitalisme financier en surchauffe.

Le premier choc qui a affecté notre pays, c'est la crise.

Elle a explosé en 2008, mais elle vient de loin. Elle n'est pas un accident de la conjoncture, mais l'échec du modèle fondé sur la devise « financiarisation, déréglementation, privatisation ». Depuis la fin des années 1970, la hausse des profits ne s'est pas convertie en biens et en services, pas plus en innovations et en emplois.

Du début à la fin, la crise actuelle est celle du partage de la richesse. Pour accroître les profits, les gouvernements libéraux ont affaibli la protection sociale et le pouvoir d'achat – avec en Europe la passivité de certains dirigeants sociaux-démocrates. Depuis 1990, la part des salaires dans la richesse globale a baissé de dix points tandis que l'écart salarial entre riches et pauvres n'a cessé de se creuser. Les pouvoirs ont été peu à peu confiés aux actionnaires et à leurs représentants. Avec des effets en cascade : primauté du court terme, recherche du profit maximal au détriment des équilibres écologiques de la planète, encouragement à l'endettement, explosion des injustices, approches nationales plutôt que coopération internationale.

Cette prédation exercée par la finance sur l'économie plombe l'activité des entreprises, les vraies, celles qui produisent, embauchent, forment. Les paradis fiscaux, bancaires et judiciaires rient au nez des États dont la plupart n'envisagent pas sérieusement de mettre fin aux activités illicites qu'abrite une kyrielle de principautés et d'îlots confettis. Les fonds spéculatifs, sous la pression des actionnaires, exigent une rentabilité à deux chiffres même si la croissance du secteur dans lequel ils ont investi n'excède pas un ou deux pour cent. Les banques sont toujours aussi puissantes, mais rien ne prouve qu'elles soient devenues plus transparentes ni plus prudentes. Les dettes souveraines s'accumulent et ne sont supportables que grâce à des taux d'intérêt faibles : qu'ils soient relevés, sous l'effet de la flambée du pétrole par exemple, et les créanciers présenteront l'addition massive aux États.

Les États, précisément, ont paré au plus pressé. Sauf qu'en venant au secours des banques pour éviter la banqueroute de l'économie et la faillite des entreprises, ils se sont aussi fragilisés. Les efforts de régulation mondiale sont insuffisants. En Europe, les dirigeants de la zone Euro imposent une austérité systématique qui va ralentir la sortie de crise et nourrir le cercle fatal de la dépression.

Au plus fort de la tourmente, la France a pu apprécier son modèle social, celui-là même que la droite dénigre et démolit. Ce sont les dépenses sociales qui ont soutenu la consommation des ménages. C'est la commande publique – à commencer par celle des collectivités locales dirigées par la gauche – qui a préservé l'activité des entreprises. Malgré ces efforts, la croissance et l'emploi sont plus faibles chez nous que dans nombre de pays développés, et pas seulement en Allemagne.

Si la France s'en sort moins bien que d'autres en Europe, c'est parce qu'elle a subi, elle, le choc du sarkozysme.

La présidence qui s'achève restera comme celle des promesses non tenues et du temps perdu. La déception est si grande que, comme jamais sous la Vème République, notre démocratie est abîmée et notre peuple divisé.

L'échec de l'UMP et de son chef est d'abord économique et social : les résultats ne sont pas là. La dette et le déficit public ont explosé bien avant la crise sous l'effet des baisses d'impôts

accordés aux plus fortunés. L'industrie a perdu près d'un demi-million d'emplois. Notre déficit commercial se chiffre à plus de 50 milliards d'euros par an. La stagnation du pouvoir d'achat rend la vie quotidienne de plus en plus chère et aggrave le surendettement des familles. L'augmentation du chômage de longue durée signe la faillite de la défiscalisation des heures supplémentaires. La grande pauvreté touche huit millions de personnes, dont 1,5 millions d'enfants et un million de personnes âgées. La dernière enquête de la Fondation Abbé Pierre a confirmé que quatre millions de Français sont mal logés et près de 200 000 sans abris. « Travailler plus pour gagner plus », « tous propriétaires » – les slogans sarkozystes n'ont duré que le temps d'une campagne. Le report de l'âge légal de la retraite de 60 à 62 ans a été décidé au détriment des salariés qui ont commencé à travailler tôt et exercé des emplois pénibles : la France est le seul pays d'Europe à avoir procédé ainsi. Le démantèlement des services publics est érigé en dogme, à coups de Révision générale des politiques publiques (RGPP) aveugle. Les fonctionnaires sont montrés du doigt, qu'ils soient professeurs ou magistrats, infirmières ou policiers. Se soigner devient un luxe pour de nombreux Français qui ajournent des soins ou une intervention à l'hôpital. Les inégalités fiscales atteignent un niveau inconnu depuis 1945 : grâce aux niches et exonérations que l'UMP leur a accordés depuis dix ans, les plus riches jouissent de taux d'imposition plus faibles que ceux des classes moyennes et des ménages modestes – comme si la France reniait la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen où il est inscrit, à l'article 13, que la contribution commune « doit être également répartie entre les citoyens, en raison de leurs facultés ».

L'échec est aussi démocratique. Evaporée, « la République irréprochable », envolé, « l'Etat impartial ». La fonction présidentielle est dépréciée depuis qu'elle consiste à tout commenter et tout régenter. Les ministres, et d'abord le premier d'entre eux, sont ramenés au rang de collaborateurs ou de courtisans. Le Parlement est réduit à la portion congrue. Les grands corps de l'Etat, préfets, diplomates, cadres des armées, sont désignés comme responsables des mauvais choix de l'exécutif. Les contre-pouvoirs, qu'il s'agisse des collectivités territoriales ou des organisations syndicales, sont tantôt ignorés tantôt méprisés. Les médias sont soumis au jeu des influences. La justice est vilipendée et son indépendance est mise en cause. Les mouvements citoyens sont tenus pour quantité négligeable. Les libertés républicaines sont écornées et des mesures contre les immigrés appliquées de façon inhumaine, y compris à l'égard des enfants. La politique du chiffre imposée aux forces de l'ordre ne masque pas l'augmentation des atteintes aux personnes et aux biens. Pour la première fois, un président a utilisé son mandat à affaiblir la République plutôt qu'à la renforcer.

L'échec est diplomatique. Depuis 1958, par-delà les alternances et les époques, tous ceux qui ont exercé la magistrature suprême ont contribué au rayonnement de la France. Tous sauf l'actuel chef de l'Etat. Aujourd'hui, le message de la France est brouillé et son image pour le moins altérée. Nos réseaux diplomatiques et culturels ont été réduits. Dans un monde en ébullition, nous manquons d'instruments d'information, d'analyse et de renseignement – en témoigne l'aveuglement de l'Elysée face aux premiers soulèvements populaires arabes. Surtout, l'impulsivité ne fait pas une méthode ni la communication, une vision. N. Sarkozy a commis une faute en faisant reposer son projet d'« Union pour la Méditerranée » sur deux piliers, les présidents Ben Ali et Moubarak, chassés par les peuples tunisien et égyptien. Il a entamé le crédit de la France en déroulant le tapis rouge à Kadhafi le massacreur quand d'autres démocraties dénonçaient ses forfaits. Lorsqu'il a agi, avec raison, trois ans plus tard, pour empêcher le régime libyen de massacrer son peuple, il l'a fait tardivement sans souci de fédérer les Européens autour d'une initiative partagée, ni obtenir la mise en place d'une défense européenne pourtant annoncée lors du retour de la France dans le commandement

militaire intégré de l'OTAN. Au cours de son mandat, N. Sarkozy a indigné l'Afrique en prononçant à Dakar un discours néo-colonialiste. Il a provoqué, irrité, humilié, parfois, nos partenaires. Maintenant, les Etats-Unis se déterminent sans la France, que la Chine se joue d'elle, que la Russie n'attend rien de nous, que l'Allemagne fait cavalier seul. Depuis 2007, la France a rapetissé aux yeux des autres puissances et des Français.

L'échec du sarkozysme est, de bout en bout, un échec moral. L'actuel chef de l'Etat entama son mandat dans un restaurant de luxe avant de gagner le yacht d'un milliardaire de ses amis croisant en mer de Malte. La « cérémonie » du Fouquet's a installé d'emblée une oligarchie financière au cœur de la République. Les conflits d'intérêt ont émaillé le quinquennat. Les « affaires » n'ont pas quitté l'actualité. Quel contraste avec la rigueur dans la gestion publique qui, voilà dix ans, était la marque du gouvernement de Lionel Jospin. Mais il y a encore plus grave avec les opérations politiciennes qui disloquent la Nation. La controverse sur l'identité nationale et les propos racistes de plusieurs ministres ou parlementaires de la majorité ont banalisé les slogans du Front national et stigmatisé nos compatriotes de confession musulmane. Les errances sur la laïcité, depuis la péroraison de Latran, nuisent au principe même de notre concorde nationale.

Au total, le sarkozysme met l'avenir en échec. Précarité professionnelle, pauvreté souvent, déclassement sont le lot quotidien de trop de jeunes, dont le Gouvernement se méfie et qui ne trouvent pas la confiance qu'ils méritent dans la société. A l'autre bout de la chaîne, trop de salariés âgés de 50 ans et plus sont congédiés de leur entreprise. Les investissements qui préparent le futur sont insuffisants. Alors que la course à la matière grise fait rage, l'urgence commandait-elle de réduire la TVA dans la restauration, pour un coût de trois milliards d'euros au budget de l'Etat chaque année, quand on sait le délabrement de tant de nos bâtiments universitaires ? La preuve de cet oubli de l'avenir, c'est l'abandon de l'éducation, la multiplication des réformes malheureuses et le découragement des personnels comme des élèves.

La panne d'espoir

Le capitalisme financier, loin des compromis de l'économie sociale de marché, est redevenu une fabrique à inégalités et à brutalité voisine de celle qui se déployait au 19ème siècle. Quant aux responsables des partis conservateurs, ils s'éloignent de leurs prédécesseurs qui exaltaient « une certaine idée de la France » adossée à une certaine vision de l'homme. Au lieu de projeter le pays dans la mondialisation, ils lui infligent des régressions qui l'affaiblissent et le meurtrissent. Le sentiment collectif est que l'avenir se dérobe. Mais au nom de quoi, après avoir semé tant d'idées fondatrices dans l'histoire, la France rejoindrait-elle le banc de touche ? Pourquoi l'avenir est-il en panne ? Nous avons bâti notre projet pour répondre à ces questions.

La panne d'espoir, c'est le déclassement vécu ou redouté par la majorité des Français.

Dans les années 1960, une personne sans qualification trouvait du travail. Aujourd'hui, sa fille ou son fils, même en ayant obtenu des diplômes, doit souvent multiplier les jobs sous payés et les contrats au rabais pour s'en sortir. Dans ces conditions, comment se loger, faire des projets ? « Zapper » ainsi la jeunesse est une grave régression. Une régression éducative : les études ne sont plus un sésame pour l'emploi. Une régression sociale : pour la première

fois depuis un siècle, une génération va vivre moins bien que celles qui l'ont précédée. Une régression collective : précariser la jeunesse, c'est fragiliser les droits sociaux de demain. C'est la réalité vécue par des millions de familles, notamment parmi les classes moyennes.

Bien sûr, les situations varient. Elles sont presque aussi nombreuses que les individus eux-mêmes, selon que l'on a un emploi ou pas, que l'on travaille dans une grande entreprise (publique ou privée) ou dans une plus petite structure, que l'on vit ou non en couple, avec ou sans enfants, avec un ou deux salaires, selon que l'on est locataire ou propriétaire de son logement, propriétaire qui rembourse son prêt ou qui s'en est acquitté, selon que l'on vit dans le centre d'une métropole ou à sa périphérie, à la campagne ou à la montagne, etc. Mais l'incertitude face à l'avenir est la même. Dans la France de 2011, les fins de mois de quinze millions de personnes – un adulte sur trois – se jouent à 50 ou 100 euros près.

Nombreux sont nos concitoyens qui ont l'impression de ne plus avoir ni voix ni poids. Ouvriers de l'industrie, employés, techniciens, contremaîtres et cadres du secteur privé, fonctionnaires, mais aussi éleveurs et agriculteurs, artisans, commerçants, dirigeants de PME et de TPE, ils ont l'impression de sortir des radars de l'histoire. Que pèsent leur emploi et leurs compétences dans une économie dont le centre de gravité est la « Chinamérique », où l'on produit ailleurs à moindre coût, où le monde du travail doit payer l'ardoise de l'économie-casino ? « L'avenir se joue loin de nous, sans nous, contre nous », combien de fois avons-nous entendu cette remarque lors du tour de France que nous avons effectué avant de concevoir nos propositions !

Pendant ce temps, quelques-uns s'enrichissent et nous prient de trouver la mondialisation « heureuse ». Ils nagent dans l'économie globale comme des poissons dans l'eau, font de l'argent et de ses signes extérieurs les seuls critères d'une vie réussie. C'est ce PDG qui plaide un jour pour « des usines sans ouvriers ». C'est ce publicitaire qui affirme un jour : « Si à cinquante ans, on n'a pas de Rolex, on a raté sa vie ». Ce sont ces footballeurs millionnaires qui, portant le maillot tricolore lors de la Coupe du monde, font la grève du ballon avant d'être éliminés sans gloire et s'agrippent malgré tout à leurs primes. Ce sont ces ministres qui dépensent 12 000 euros de cigares aux frais du contribuable, cumulent la charge du Budget de la Nation et les fonctions de trésorier-collecteur de fonds de l'UMP, survolent un pays en insurrection dans le jet privé d'un homme d'affaires lié au régime qui la réprime. « La crise, c'est pour les autres », voilà l'hymne des seigneurs du village global, cette nouvelle aristocratie dont plusieurs dirigeants d'entreprises cotées sont l'expression arrogante. En 1970, l'écart entre la rémunération d'un PDG et le salaire moyen de ses employés était au maximum d'un à quarante ; actuellement, il peut varier de un à deux cents, cinq cents, mille. Rien, absolument rien ne justifie un tel abîme social.

La panne d'espoir, c'est aussi le recul de la France dans la compétition mondiale.

Nos parts de marché reculent dans les échanges commerciaux. Certains classements internationaux ou échecs commerciaux ont fait l'effet de véritables coups de semonce, notamment dans l'industrie. Ces revers témoignent d'une fragilité nouvelle sur les champs d'excellence française. Ils sont d'autant plus cruels qu'ils éclipsent les succès à l'export de nombreuses PME, l'attractivité de notre pays pour les investissements étrangers ainsi que la productivité de nos salariés, l'une des plus élevées du monde.

Dans la bataille pour la valeur ajoutée, la France est lestée d'un chômage massif, de déficits excessifs et d'un endettement explosif. S'y ajoute un fréquent affaiblissement de la voix de la France dans le concert mondial. De Shanghai à Berlin, notre capacité d'entraînement des autres nations est réduite, faute de vision et d'exemplarité des dirigeants actuels, et d'abord

quand il s'agit de porter haut nos valeurs.

Ni à Copenhague ni à Cancún, où le futur climatique du monde se décidait, les Européens, avec la France, n'ont pas su se faire entendre. Pour peser, l'Europe ne possède certes pas le degré d'intégration politique des États-Unis, ni leur puissance militaire. Elle n'a pas non plus la vitalité économique des nouvelles puissances-continentes d'Asie. Reste que le recul de l'Europe est moins dû à ses décisions qu'à son indécision, qu'il s'agisse de ses institutions extérieures, de son goût pour la concurrence interne plutôt que pour la croissance, de sa trop faible montée en gamme dans l'économie de la connaissance et de sa trop grande foi dans le libre-échange. L'avenir n'est pas écrit. Mais la perspective d'une France et d'une Europe politiquement reléguées, économiquement désindustrialisées, socialement précarisées est malheureusement réelle. Ce décrochage est d'autant plus insupportable que l'Europe a toutes les cartes en main pour proposer au monde le modèle qui le fera rebondir.

De vrais atouts pour faire la course en tête

Alors que le monde ne nous attend pas, il existe un paradoxe français : nous avons de solides atouts, mais tout se passe comme si nous ne les voyons pas ou ne savions pas les utiliser – et d'abord pour notre jeunesse, la plus précieuse richesse du pays.

Notre position géographique est idéale.

Nous sommes la première façade maritime d'Europe, passage obligé pour le détroit le plus fréquenté du monde *via* la Manche, tournés vers les États-Unis par l'Atlantique, ouverts à l'Afrique grâce à la Méditerranée. Avec l'Allemagne voisine, nous formons le cœur de la base industrielle du continent. Notre agriculture, malgré la crise que vit le monde paysan et la flambée des cours, reste une référence mondiale pour la qualité et la diversité de ses productions alors que la satisfaction des besoins alimentaires est l'un des grands enjeux du 21ème siècle.

Nos technologies de pointe s'imposent dans des secteurs clés.

En 2007, la SNCF et Alstom ont battu le record de vitesse d'un train en faisant circuler une rame à 547 kilomètres heure. En 2009 et 2010, ce sont des équipes médicales françaises qui ont réalisé la première greffe d'une bronche artificielle sur un patient et réussi la première greffe totale de visage. En 2011, au centre spatial de Kourou en Guyane, Ariane 5 a battu le record des tirs réalisés avec succès et Renault a commercialisé ses premiers véhicules électriques. Le savoir-faire de nos chercheurs et de nos ingénieurs est reconnu : en témoignent les prix Nobel, médailles Fields et distinctions internationales qui récompensent nos médecins, mathématiciens, physiciens.

Notre dynamisme démographique et notre rayonnement linguistique sont une force.

Avec soixante-treize millions d'habitants à l'horizon 2040, la France pourrait être le pays le plus peuplé d'Europe, mais aussi l'une des nations les plus jeunes du continent. De quoi envisager avec confiance le futur de son économie et de sa protection sociale. C'est ce capital matériel et humain qui nous permettra, si nous savons nous projeter, de bénéficier de la nouvelle croissance qui surgit en Asie, au Moyen Orient, en Amérique, en Afrique. Et puis il y

a notre langue ! Deux cents millions de francophones la pratiquent sur tous les continents. Avec les progrès de l’alphabétisation, ils pourraient être près d’un milliard en 2050. C’est décisif pour faire vivre la diversité culturelle et défendre nos intérêts, autant que d’être – ce que nous sommes de surcroît – un membre permanent du Conseil de sécurité de l’ONU.

Nous disposons d’un patrimoine exceptionnel, celui qui fait de la France la première destination touristique bien sûr, mais au-delà, celui qu’a forgé son histoire.

La rupture de 1789, l’insurrection populaire de 1848, la Commune de Paris en 1871, la loi de 1905 sur la séparation des églises et de l’Etat, le Front populaire en 1936, l’appel du 18-Juin 1940, le programme du Conseil National de la Résistance en 1944, autant de repères qui, aujourd’hui encore, inspirent les peuples qui refusent l’oppression. Ce bien commun remonte à loin et prend appui sur des fondements solides : les espérances spirituelles, l’affirmation de l’humanisme du 16ème siècle, l’égalité devant la loi avec la Révolution française. Cette histoire est celle de tous les Français. Elle doit servir à rassembler la Nation, pas à la diviser. Elle doit être apprise et transmise, et non détournée, capturée, à des fins idéologiques ou électorales. Rousseau, Michelet, Hugo, Jaurès nous l’ont appris : l’histoire de France, cette diversité faite unité par la volonté générale, cet arrachement aux instincts et leur dépassement par la citoyenneté, est une histoire universelle pour l’humanité. Soyons en fiers et continuons-la.

D’autres leviers sont entre nos mains : nos infrastructures et nos services publics, notre État et nos collectivités territoriales, notre système d’éducation et de formation. Sans oublier les énergies qui irriguent la société : actions dans les territoires, initiatives des entreprises, aspirations de la jeunesse et d’abord dans les quartiers populaires, projets des associations, familles qui s’inventent et se réinventent, solidarités dans la sphère privée comme dans l’espace public.

Le rôle, le devoir du politique, c’est de convertir ces atouts, de conforter ces succès, de rendre possibles de nouvelles réussites et de nouvelles conquêtes, pour mettre fin au désenchantement français et engager le redressement national.

Agir pour ne pas subir

Chacun mesure l’ampleur et la complexité des défis auxquels sont confrontés celles et ceux qui veulent changer les choses. Tout cela laisse deviner le poids des résistances et des intérêts qui se mettront sur notre chemin. Mais ce n’est pas parce que la montagne est haute qu’il faut renoncer à la gravir.

Regarder le monde tel qu’il est, ce n’est pas faire passivement la somme des contraintes, mais en connaître le poids pour les surmonter.

C’est prendre la mesure des aspirations individuelles et des ressources collectives pour enrayer un cours des choses qui n’a rien de fatal. C’est faire la part des contraintes réelles, celles qu’imposent le changement climatique ou qui pèsent sur les finances publiques, et les politiques décidées par des gouvernements libéraux depuis dix ans dans notre pays et qui peuvent, qui doivent être stoppées et changées. C’est voir aussi, par exemple, l’immense

marché pour nos entreprises et nos savoir-faire que constitue la croissance à l'Est et au Sud, autant que les menaces qui se profilent à cause du manque d'eau, de la pollution de l'air et des sols, de la pauvreté. C'est prendre appui sur la rareté des énergies fossiles pour imaginer de nouvelles façons de produire, de construire, de consommer, de redistribuer. C'est prendre acte de l'échec du collectivisme et du naufrage du libéralisme pour enfin changer. Transformer les risques comme nos faiblesses en opportunités, c'est le réveil de la volonté.

Regarder le monde en face, c'est vouloir que le progrès reparte

Interrogeons nos aînés sur ce qu'était la vie, voilà soixante ou cent ans, ils nous diront que malgré les difficultés, mieux vaut avoir 20 ans en 2011 qu'en 1914. En France et en Europe, voilà trois ou quatre générations, des guerres décimaient les familles, des pandémies ravageaient des régions entières, les privilèges de la naissance prévalaient sur le mérite d'une existence, les enfants travaillaient à l'usine, l'espérance de vie n'atteignait pas le demi-siècle.

Que le futur soit incertain ne saurait faire regretter ces temps-là. Pas plus qu'il saurait nous faire craindre le progrès des sciences et des techniques. Biotechnologies, nanotechnologies, sciences cognitives offrent de fantastiques perspectives, et d'abord dans le champ médical. Songeons à l'ingénierie tissulaire quand les dons ne suffisent plus à combler les besoins, ou à la médecine du cerveau pour combattre les maladies neurodégénératives comme Alzheimer ou Parkinson. Ces nouveaux moyens suscitent aussi des craintes. Soit parce que des multinationales y voient une source de profits. Soit que des pouvoirs politiques y devinent un moyen de contrôler les citoyens par l'ADN. Demain comme hier, sciences et techniques sont ce que nous en ferons. Assignons leur un sens et des limites, celles de l'éthique et du droit, mais revendiquons l'héritage des Lumières. Contre l'obscurantisme, la raison. Contre la maladie, le savoir. Contre l'intolérance, la connaissance.

Enfin, être lucide, c'est agir pour ne pas subir.

C'est retrouver, comme en rêvait Albert Camus, « un certain accord de la terre et du pied ». Une souveraineté sur le temps, sur l'espace, sur l'argent. C'est puiser dans la violence des injustices l'énergie de les combattre. « Seuls 20 % des enfants de moins de trois ans bénéficient d'une place en crèche ou en halte-garderie », « Madame Bettencourt gagne 34 millions d'euros par an, soit plus de 25000 fois le Smic » – derrière les chiffres, il y a des inégalités et des privilèges insupportables.

Pour en venir à bout, encore faut-il rompre avec l'idée qu'il n'existe qu'une seule politique possible ! Dans l'histoire d'un peuple libre, il y a toujours un chemin ouvert et des choix utiles contre la gestion sans âme et les dogmes répétés en boucle par ceux-là mêmes qui ont si mal agi ou qui sont si bien à l'abri. Pas la peine d'aller chercher plus loin les causes du désarroi civique que traduisent l'abstention et la montée de l'extrémisme. Ce n'est pas en stigmatisant les électeurs que nous inverserons la donne, mais en les écoutant et en leur proposant une autre France et une autre Europe pour un autre avenir. Cette volonté de reprendre en main notre destin anime le Parti socialiste à l'heure où tant de Français peinent et doutent.

Les Français le savent ou le sentent : notre pays a besoin de l'alternance, d'une autre présidence avec d'autres idées et d'autres priorités. C'est un enjeu d'intérêt national : nous

sommes à la croisée des chemins.

Ou bien la voie de la continuité, donc de la glissade. Ce sont la dérégulation et la marchandisation, qui demeurent les recettes privilégiées. Le capitalisme financier reste dominant. Le compte à rebours écologique continue de s'égrener, les injustices et les tensions de croître. C'est la voie qui est empruntée en France depuis dix ans. Ce sera le projet de la droite en 2012. C'est le modèle qui mine la planète et mène l'humanité dans le mur. C'est un monde de concurrence exacerbée, d'indifférence, de violence.

Ou bien le chemin du redressement, du changement et du rassemblement. C'est celui que les socialistes et la gauche proposent, avec une conviction au fond du cœur : la politique peut reprendre le pouvoir sur la finance. Nous pouvons agir autrement. « Agir », car il n'y a pas de fatalité mais le plus souvent un manque de volonté. « Autrement », car tout n'a pas été essayé, parce qu'une alternative existe à la droite libérale et autoritaire, parce que les socialistes portent des idées d'avenir – la régulation, la justice, la préservation écologique, la décentralisation, la laïcité –, qu'ils ont tiré les leçons de leur action passée, qu'ils ont les solutions pour sortir le pays des crises. La gauche ou le déclin, la gauche contre le déclin, voilà l'enjeu de 2012.

CINQ DEFIS A RELEVER

Le défi d'un nouveau modèle de développement social-écologique

Le système néo-libéral est incapable de placer l'humain avant les biens, les fins avant les moyens. L'urgence est de changer de système. Ce qui nécessite d'agir à tous les étages de l'action publique, mondiale, européenne, nationale et locale. D'agir dans le temps, aussi : perspective à l'horizon 2020, choix de la législature, décisions des premiers mois et même des premières semaines du Gouvernement de la gauche.

Les enjeux apparaissent clairement. La régulation du système financier, l'abandon du libre-échange dogmatique et la soumission des échanges commerciaux aux normes sociales et environnementales s'imposent : si les hommes ont créé la mondialisation, ils peuvent la maîtriser.

L'urgence écologique rend vitale la transition énergétique : pour la conscience humaine et la santé humaine, il doit y avoir un avant et un après Fukushima.

Le Produit intérieur brut (PIB) n'est pas faux en soi mais il est utilisé de façon trompeuse : est-il normal qu'il augmente avec la consommation d'essence ou le déclenchement de la guerre en Irak ? Evidemment, non ! D'où le besoin d'autres indicateurs fondés sur d'autres critères pour mesurer le bien être de la population : revenu réel par catégorie sociale, bénévolat, qualité de l'air, dépenses consacrées à la prévention dans l'éducation des enfants...

La ré-industrialisation du pays et du continent, ainsi que le soutien à une agriculture durable : rien n'est possible sans une ambition productive, une valorisation des savoir faire, une main d'œuvre qualifiée et motivée par des conditions de travail améliorées, un soutien massif à l'innovation et à la recherche. Autant de chantiers qui exigent un nouvel interventionnisme de la puissance publique pour anticiper, coordonner, impulser.

Un autre modèle, c'est lutter contre le chômage et les licenciements financiers, c'est valoriser le travail, c'est promouvoir la bonne performance, c'est combattre la précarité. C'est mobiliser autour du redressement national les salariés et les entrepreneurs : ils doivent être des partenaires et non des adversaires. C'est faire participer le capital à la solidarité. C'est répondre de façon solidaire au choc démographique et aux enjeux du vieillissement.

Un autre modèle, ce sont aussi des villes durables et solidaires. 80% de nos concitoyens vivent en ville. La ville devrait rapprocher et mêler les individus. Or, elle crée trop souvent de l'isolement et de l'exclusion, et pas seulement dans les banlieues. Il est temps de penser la ville du 21ème siècle, de reconstruire des villes denses et intenses où chaque commune, chaque quartier mêle les différentes fonctions de la vie : logement, santé, activités économiques, culture, sport. Et la qualité partout – qualité des espaces publics, des logements, des équipements. Faisons du logement une priorité. Le quart du budget des ménages part dans le logement contre 11 % dans les années 1960. Les files d'attente ne cessent de s'allonger pour le logement social. La situation est inquiétante. Il faut en finir avec ces crédits logement gaspillés dans des dispositifs de défiscalisation, qui ne font qu'aggraver la spéculation sur les prix, pour les réorienter sur une politique qui tient en trois axes : construire plus, construire social et construire durable.

Un autre modèle, nous le voulons aussi pour nos concitoyens des outre-mers, qui ont toujours le sentiment d'être « *des Français entièrement à part et non des Français à part* »

entière », selon la formule d'Aimé Césaire. Depuis 2007, le Gouvernement a rompu avec les politiques de rattrapage visant à l'égalité que tous ses prédécesseurs, de gauche comme de droite, avaient menées jusqu'alors. Il faudra les reprendre, en mettant l'accent notamment sur l'abaissement du coût des liaisons avec l'Hexagone, le logement social et les infrastructures de transports.

Le défi de la performance de notre économie et du rétablissement des comptes publics

Pour porter l'aspiration à un nouveau modèle de développement, il faut être crédible et solide soi-même, avoir les ressources pour le mettre en œuvre. Notre pays n'investit pas suffisamment dans l'avenir – pour l'éducation, l'enseignement supérieur, la recherche, l'emploi des jeunes. Il ne défend pas assez ses entreprises exposées à la concurrence internationale. Il cultive une fiscalité favorable à la rente au détriment de la prise de risques pour innover. Nous sommes un pays qui, comme d'autres, a creusé ses déficits et sa dette au point de mettre en péril la protection sociale et de fragiliser les générations à venir.

Pour obtenir d'autres résultats, dans un contexte de ressources publiques plus rares, il faut faire d'autres choix.

Rétablir un volontarisme économique passe par de nouveaux compromis entre grands groupes et PME, Etat et acteurs locaux, production et formation pour renforcer la marque France dans la compétition mondiale.

Renouer avec la justice sociale suppose de modifier la structure des recettes et des dépenses publiques pour mieux partager la richesse entre les individus, les territoires, les générations.

Le défi de la promesse républicaine

C'est celui de l'égalité réelle et de la démocratie. C'est rebâtir une école qui accompagne tous les élèves vers la réussite. C'est garantir des protections collectives et des droits personnalisés pour étudier, se loger, se déplacer, financer sa retraite. C'est combattre les inégalités entre les territoires, et d'abord s'attaquer aux déserts médicaux dans les campagnes ou à la périphérie des métropoles – ce qui exige de rétablir la confiance entre l'Etat et les collectivités locales.

La promesse républicaine, c'est celle que nous devons à nos banlieues. Souvenons-nous des émeutes de l'automne 2005, des voitures en flammes, de l'état d'urgence décrété par le gouvernement d'alors. Beaucoup pensèrent, et d'abord les habitants des quartiers à l'abandon, que les violences urbaines allaient marquer une prise de conscience chez les élites politiques, économiques, culturelles du pays. Ne furent-elles pas suivies de discours pour compatir, de colloques pour comprendre, de promesses de reconstruire ? Mais depuis, rien n'a changé. Au contraire les choses ont empiré. L'économie parallèle gangrène la vie de tous les jours. Bus caillassés, boîtes aux lettres fracturées, garages visités, jeunes et parents sans emploi, filles qui rasent les murs sous l'autorité invisible des hommes et de la tradition – plusieurs banlieues sont au bord de la rupture et la France regarde ailleurs. En même

temps, il y a des solidarités de quartier, des associations dynamiques, des talents évidents, des envies de réussite, des maires et des élus locaux dévoués, le besoin de briser les stéréotypes que la télévision ou le cinéma ont forgés.

La promesse républicaine, c'est de casser les ghettos sociaux et ethniques dans lesquels, depuis un demi-siècle, ont été reléguées les classes sociales les plus défavorisées, souvent issues de l'immigration. Non pas avec l'énième « plan banlieue », mais par le retour de la puissance publique, et d'abord de l'Etat. Finissons-en avec les dotations toujours plus réduites et plus inégales ! Dans les 300 quartiers les plus pauvres qui comptent plus de 70 % de logements sociaux, amplifions la réhabilitation urbaine, celle des immeubles et des espaces publics, et améliorons la situation sociale des habitants ! Education et formation vers un emploi, accès aux transports et à la culture pour être autonomes, présence dans les institutions et les lieux de décision pour être respectés, voilà ce qu'attendent les territoires où se concentrent tous les défis, toutes les tensions, beaucoup des atouts aussi, de la société française. N'attendons pas la prochaine catastrophe pour agir. Le chantier est immense, il faut reconstruire des villes où toutes les fonctions sont représentées, des villes actives, économiquement et culturellement, dans chacun de leurs quartiers, une qualité des espaces publics et des logements, permettant une véritable mixité sociale.

Le défi de la citoyenneté et de l'altruisme

En 2012, pour faire vivre la société, la gauche s'attachera à faire respecter les devoirs et les droits. La République doit être une réalité en métropole comme dans les Outremers, qu'il s'agisse de la laïcité, de la tranquillité publique, de l'indépendance de la justice, de l'égalité entre les hommes et les femmes, de la lutte contre toutes les discriminations, de la reconnaissance du handicap.

Il faudra également répondre aux nouvelles demandes citoyennes, rééquilibrer nos institutions, simplifier nos administrations, donner toute sa place à la démocratie sociale, renforcer les contre-pouvoirs. La République ne peut remplir sa promesse que si chaque citoyen se sent utile à son pays, si les services publics sont partout présents et efficaces, si les responsables politiques sont exemplaires. Pour la gauche, la démocratie demeure la fin et le moyen du changement.

Mais nous ne voulons pas seulement rendre la société vivable, nous voulons la rendre meilleure. Que vaut une société qui relègue les plus pauvres hors de la cité, qui oublie les plus âgés, qui humilie les plus faibles ? Oui, il y a besoin de fraternité, la valeur trop souvent oubliée de notre devise républicaine.

L'attention aux autres, c'est bien sûr le respect des règles et des valeurs communes. Mais c'est aussi l'idéal d'une société solidaire qui prend soin de chacun, où chacun prend soin des autres, et où ensemble nous prenons soin de l'avenir. Choisir sa vie et, en retour, donner aux autres de son temps, de son expérience, de son énergie, ce n'est pas seulement une aspiration du socialisme, c'est une urgence sociale ! Quand les rapports sociaux sont brutaux, que l'égoïsme prévaut, que les ressources publiques s'assèchent, il faut bâtir des liens inédits entre les individus – tutorat jeunes-seniors, solidarités du quotidien pour combattre l'isolement, service civique d'intérêt général ou d'aide aux personnes, qu'il s'agisse des décrocheurs du système scolaire ou des personnes âgées dépendantes. Dans une société, il faut du lien, de la réciprocité, de l'altruisme, de l'attention, du soin mutuel.

Cette société plus fraternelle permet non seulement de redonner l'estime de soi à des femmes et des hommes en souffrance, mais elle permet à la société de réduire le coût humain, social et financier de l'isolement et de l'exclusion. Ce souci du lien, nous le déclinerons dans toutes les politiques de notre projet.

Le défi du redémarrage européen

L'inachèvement politique et social de l'Europe se fait chaque jour plus durement sentir. La paix, la souveraineté alimentaire, de grandes réussites industrielles, la réduction des inégalités entre anciens et nouveaux pays membres, un revenu moyen par tête parmi les plus élevés du monde, une monnaie commune qui a protégé dans la crise – ce que l'Europe a apporté est considéré comme acquis. Alors même qu'il s'agit de réalisations à consolider et, surtout, à prolonger. L'Europe actuelle s'illustre par une insuffisante concertation dans la crise, le manque de solidarité envers les États asphyxiés par la dette et les marchés, l'incohérence dans les instances internationales dès qu'il est question de fiscalité écologique, l'incapacité à protéger ses entreprises, ses brevets, ses salariés dans la compétition internationale.

Pour faire de l'Europe une zone de croissance durable, des leviers existent : une coordination des politiques économiques fondée sur un pilotage fin de la monnaie et du budget, l'intégration de l'économie et de l'écologie, la souveraineté énergétique et le développement des énergies renouvelables, une ambition scientifique, technologique et culturelle forte, mais aussi une défense réaliste de nos intérêts commerciaux face aux pays à bas salaires et aux espaces protégés par les États.

Pour y parvenir, donnons vie aux « coopérations renforcées », proposons les contours d'un groupe pionnier adossé à la France et à l'Allemagne, autour d'objectifs précis et de frontières claires. Ce groupe pionnier sera le moteur des réformes institutionnelles nécessaires pour redonner force et ambition au projet européen : une nouvelle gouvernance économique pour donner à l'Europe un véritable pilote dans la mondialisation, le renforcement des capacités diplomatiques, mais aussi l'approfondissement démocratique pour que chaque Européen devienne partie prenante de l'Europe.

Nous voulons une Europe qui s'engage résolument pour le développement, pour la résolution des conflits et la promotion de la paix en développant autant que possible une véritable diplomatie européenne et construisant l'Europe de la Défense, pour la lutte contre le terrorisme en protégeant les citoyens par les moyens modernes respectueux du droit, et en aidant les pays en développement et leurs peuples à combattre les organisations terroristes. Une Europe qui s'organise géographiquement avec l'Afrique face aux grandes régions mondiales d'Amérique et d'Asie en un ensemble régional qui aura pour mission de relever les défis communs comme la sécurité alimentaire, le climat, l'eau, l'énergie, les migrations, la formation.

La droite française, à l'unisson des droites européennes, privilégie l'approche intergouvernementale, ce qui nuit à l'intérêt général européen. La relance de l'Europe doit, au contraire, redevenir un axe central de l'ambition française.

2012-2017 : REDRESSER LA FRANCE, RETROUVER LA JUSTICE, RASSEMBLER LES FRANÇAIS

Au cœur du projet socialiste, il y a la réduction de tous les déficits qui pèsent sur l'avenir de la France : le déficit des finances publiques bien sûr, mais aussi le déficit d'innovation, le déficit d'emploi, le déficit de justice, le déficit de démocratie, le déficit de rayonnement.

Pour y parvenir, nous déploierons notre action sur la durée des cinq ans de la législature, mais nous ferons en sorte que les Français éprouvent d'emblée les bienfaits de l'alternance par l'amélioration de leur vie quotidienne. Dès 2012, des décisions concrètes seront prises qui redonneront l'espoir au pays. Pour redresser la France, retrouver la justice et rassembler les Français.

Redresser la France et proposer un nouveau modèle de développement

Pour nous, l'économie, le social et l'écologie sont indissociables. Sans perspective de mieux être, l'économie n'est que concentration des richesses dans les mains de quelques-uns. Sans croissance ni innovation, les individus s'appauvrissent et la société se disloque. Sans développement durable, la croissance ne sera pas soutenable. Ce changement de civilisation mobilisera plusieurs générations, mais c'est dans la décennie qui vient que sa possibilité va se jouer.

Des réponses inédites doivent être inventées pour concevoir, produire, consommer, échanger mieux. Pour les nations qui sauront anticiper et s'organiser, apprendre et entreprendre, se projeter et se protéger, c'est un formidable gisement de croissance et d'emploi autant qu'une source d'accomplissement individuel et collectif.

Dans un monde qui va de l'avant, il faut rester compétitifs, ne pas être immobiles. Encore faut-il ne pas se tromper de chemin ! **A la compétitivité *low cost* et à l'hyper-concurrence, nous opposons la compétitivité-innovation et la bonne performance.** Une conception de l'innovation élargie au champ de l'économie sociale et solidaire s'inscrit dans une vision moderne de l'économie. De même, des salariés revalorisés dans leur travail et sécurisés dans leur parcours professionnels sont une source de richesse – à tous les sens du mot – pour l'entreprise. Autre évidence : ceux qui créent, produisent, consomment, ont besoin de stabilité, d'encouragement, de reconnaissance. C'est pourquoi, à l'échelle globale, la finance doit être maîtrisée, le libre-échange encadré, les monnaies stabilisées. **Redonner à la France un poids et, par là-même, une voix dans le monde, telle est l'ambition du Parti socialiste.**

Retrouver la croissance : priorité aux jeunes, à l'investissement et au pouvoir d'achat

L'économie française souffre d'un triple handicap : insuffisante compétitivité, déficits publics, chômage de masse. S'y ajoute le ralentissement de la demande – le taux d'utilisation de nos capacités de production est dix points en dessous de sa moyenne. Nous devons traiter tous ces problèmes ensemble. Un accroissement de la demande qui ne serait pas

accompagné d'une politique de compétitivité ne ramènerait pas la croissance et ne favoriserait que les importations. Inversement, une politique d'austérité telle qu'elle est appliquée actuellement, mêlant hausses d'impôts (11 milliards d'euros en 2011) et coupes massives dans les dépenses, empêche l'économie de redémarrer et laisse persister le chômage et les déficits. Au lendemain des élections législatives, nous engagerons des mesures d'urgence pour renouer avec la croissance.

La priorité des priorités sera de redonner un avenir à la jeunesse. 600 000 jeunes de moins de 25 ans sans emploi, ce n'est pas une statistique, c'est un scandale. Un pays qui sacrifie sa jeunesse sacrifie son avenir. C'est pourquoi, lors de notre première année de mandat, nous ferons de la jeunesse une « grande cause nationale ». En commençant par l'emploi : nous créerons des emplois d'avenir à temps plein, couplés à un bilan de compétence, dans les domaines de l'innovation sociale, environnementale, etc. Ils seront conçus sur le modèle des emplois jeunes qui, entre 1997 et 2002, ont permis à 85 % de leurs bénéficiaires d'être recrutés dans des emplois à durée indéterminée. Sur cinq ans, 300 000 emplois d'avenir seront proposés, dont la moitié dès 2012. Leur coût sera financé par la suppression de la subvention aux heures supplémentaires, qui rend les embauches plus chères que les heures supplémentaires, qui a détruit 90 000 emplois depuis 2007, et bloque tout espoir de baisse du chômage, même en cas de retour de la croissance. Nous ferons appel à des tuteurs bénévoles pour accompagner des jeunes sans qualification, les orienter et les aider à leurs premiers pas professionnels.

Pour faire repartir l'investissement, nous soutiendrons les entreprises qui réinvestissent leurs bénéfices par une modulation de l'impôt sur les sociétés : son taux passera de 33 % à 20 % pour celles qui le font intégralement et montera jusqu'à 40 % pour celles qui privilégient les dividendes des actionnaires. De cette façon, nous replacerons l'économie devant la finance, soutiendrons l'activité sans coût supplémentaire pour les finances publiques et appuierons les PME.

Nous soutiendrons le pouvoir d'achat des ménages. Plus de 40 % des Français n'ont pas été augmentés depuis cinq ans alors que leurs dépenses contraintes explosent. C'est inacceptable. C'est intenable, socialement et économiquement. Nous organiserons une conférence salariale annuelle qui, dans un dialogue tripartite (Etat, organisations syndicales, organisations patronales) et à partir d'un diagnostic de la situation économique du pays, permettra aux partenaires sociaux d'établir un cadre général d'évolution des salaires ayant vocation à orienter les discussions dans les différentes branches professionnelles et les entreprises. Durant la législature, nous procéderons à un rattrapage du Smic que la droite a déconnecté de la hausse des prix. Mais améliorer le pouvoir d'achat, c'est aussi limiter les dépenses des ménages. C'est pourquoi nous agirons prioritairement sur les factures logement par un encadrement des loyers à la première location et à la relocation dans les zones de spéculation immobilière, ainsi que sur la facture énergétique par une taxation des superprofits des groupes pétroliers pour financer des aides à l'isolation, développer les énergies renouvelables et mettre en place des tarifs sociaux du gaz et de l'électricité.

Restaurer la compétitivité : une nouvelle politique industrielle et énergétique, la finance au service de l'économie, le travail revalorisé

Il nous faudra restaurer la compétitivité de l'économie française. Il faut sortir de l'impasse de

la fausse performance : celle qui croit qu'un salarié pressuré est plus productif, que les profits financiers font la valeur ajoutée, que la privatisation et l'absence de règles sont la clé de la rentabilité, que la dégradation du climat est une variable d'ajustement. L'idée majeure, le fil rouge, de notre projet, c'est la recherche de la vraie performance qui est, pour nous, économique, sociale et environnementale – à l'inverse de la compétitivité *low cost* des libéraux.

La vraie performance, c'est une France attractive et compétitive, c'est une France qui produit des emplois et des savoir-faire. La désindustrialisation n'est pas une fatalité même si la concurrence internationale est brutale. Encore faut-il que nous fassions le choix d'un nouvel interventionnisme, anticipateur plutôt que réparateur, au service de la production et de la qualification. Pour engager le renouveau productif qu'attendent les entrepreneurs et les salariés, notre pays a besoin d'une Banque publique d'investissement. Elle sera mobilisée au plus près des acteurs économiques pour anticiper, mettre en réseau, reconverter, relocaliser. Elle regroupera autour de la Caisse des Dépôts, des outils existants pour les rendre plus performants – Oséo, l'Emprunt national, le Fonds stratégique d'investissement, les structures d'accompagnement des entreprises de la Banque de France et de la Banque postale, ainsi que les structures régionales de capital-investissement. Elle constituera un Fonds souverain à la taille de la France qui lui permettra de faire la différence dans la mondialisation, de prendre des participations pour prendre le leadership dans les domaines du futur – les énergies et les éco-activités, la véhicule propre, la santé et les biotechnologies, l'agro-alimentaire et les agro-ressources, les réseaux de transports ou de communication. Elle soutiendra les PME et les PMI pour favoriser la constitution d'entreprises de taille intermédiaire qui font la force de l'Allemagne et qui manquent cruellement à la France. La Banque publique d'investissement se déclinera sous la forme de fonds régionaux en co-pilotage avec les Régions, collectivités qui ont fait leurs preuves en matière de développement économique. Pour nous, c'est clair : la dynamique d'innovation se joue au plus près du tissu économique et des acteurs que sont les entreprises, pôles de compétitivité, les laboratoires de recherche, les universités, les partenaires sociaux, les collectivités locales.

La vraie performance, c'est aussi engager la transition énergétique qui permettra à la France de rester dans le peloton de tête des nations leaders. Changement climatique, fin des ressources fossiles abondantes, catastrophe nucléaire de Fukushima, danger de l'exploitation des gaz de schiste sont autant d'alertes : il y a urgence à forger un bouquet énergétique qui concilie respect de l'environnement, satisfaction des besoins, réduction de notre consommation. C'est le chantier le plus lourd, le plus vital aussi, de la première moitié du 21ème siècle. Pour encourager la sobriété énergétique – la première énergie économisée est celle qui n'est pas consommée –, nous discuterons avec nos partenaires de la mise en place d'une contribution climat énergie au niveau européen vraiment redistributive, accompagnée de mesures de justice sociale pour les ménages qui subissent la crise et les entreprises les plus exposées à la concurrence mondiale. Son produit serait intégralement affecté aux économies d'énergie (logements, transports individuels et collectifs) et au rattrapage en matière de nouvelles énergies. Pour sortir de la dépendance du nucléaire ou du pétrole, nous développerons massivement les économies d'énergie et les énergies renouvelables et nous proposerons à nos partenaires la mise en place d'une Communauté européenne des Energies. Notre filière nucléaire, la plus performante de la planète, devra être réorientée progressivement en parallèle avec la sécurisation des installations en France et à l'international, la recherche sur l'enfouissement et le retraitement des déchets, ainsi que la montée en puissance des filiales

dédiées aux énergies nouvelles. Un débat national sur la transition énergétique sera engagé dès 2012.

La vraie performance, c'est la valorisation du travail. La mise sous pression des salariés est non seulement intolérable, mais inefficace. La souffrance est là, pas la performance. En 2012, nous engagerons la reconquête de la valeur du travail. Nous ferons en sorte que le travail permette de vivre correctement, combatte la précarité, protège les travailleurs de licenciements indus, rende possible la progression professionnelle tout au long de la vie. Depuis des années, des lois incitatives ont été votées pour lutter contre la discrimination hommes/femmes et la précarité, sans résultats probants. Il faut passer aux actes ; il faut des résultats. L'égalité salariale femme/homme ainsi que le non recours abusif aux emplois précaire seront une condition pour bénéficier des exonérations de cotisations patronales. Les entreprises auront un an à compter de l'élection de 2012 pour conclure un accord collectif de revalorisation du travail qui portera sur ces questions, mais aussi sur la formation, la santé au travail...

Les salariés ne sauraient être la variable d'ajustement de la recherche maximale du profit. C'est pourquoi il faudra renchérir le coût des licenciements collectifs pour les entreprises qui versent des dividendes ou qui rachètent leurs propres actions. Nous instaurerons une obligation de remboursement des aides publiques en cas de licenciements collectifs. Dans les cas de pratiques manifestement contraires à l'intérêt même de l'entreprise (Molex), nous donnerons la possibilité aux salariés de saisir le Tribunal de Grande Instance afin de rendre les mesures nécessaires, y compris la mise sous tutelle judiciaire le temps utile pour faire cesser ces pratiques. Enfin, chaque actif sera doté d'un compte temps-formation, qu'il pourra utiliser tout au long de sa vie. Pour les jeunes qui ont quitté tôt le système scolaire, un « droit à la formation initiale différé » leur permettra avec ce compte de reprendre des études,

La vraie performance, c'est une agriculture et une pêche rémunératrices, durables et valorisées. Cela passe par une nouvelle politique agricole européenne et par un réel équilibre entre les producteurs et les grands distributeurs. Cela passe aussi par des mesures immédiates, à la fois positives pour les agriculteurs et les éleveurs, et favorables à l'environnement. C'est pourquoi nous orienterons les achats alimentaires des collectivités locales vers l'agriculture et la pêche de proximité (lait et laitages, viandes, fruits et légumes).

La vraie performance, c'est remettre la fiscalité à l'endroit, au service de la justice sociale, de l'emploi et de la croissance durable. Les Français savent que des efforts sont nécessaires pour redresser le pays, mais ils n'acceptent plus qu'ils soient inégalement répartis. Les 50 % de contribuables les plus modestes se voient appliquer un taux effectif d'imposition de l'ordre de 45 % à 50 % quand il n'est que de 30 % à 35 % pour les plus riches. Le même scandale existe pour les entreprises : grâce à leurs outils d'« optimisation fiscale », les multinationales cotées en bourse se voient imposer un barème moyen de 8 % quand il est de 33 % pour une PME. Un mot résume la fiscalité actuelle : injustice. A cause de la multiplication des privilèges Sarkozy et des cadeaux aux clientèles électorales de l'UMP. A cause d'une taxation qui frappe plus le travail que le capital. A cause d'une progressivité insuffisante qui fait qu'en proportion de ses revenus, un dirigeant du CAC 40 paie moins d'impôts qu'un cadre moyen. Nous engagerons trois grandes transformations de la fiscalité. Celle-ci doit d'abord être un outil au service de la justice sociale et du pouvoir d'achat. La fiscalité doit être progressive et redistributive : la CSG et l'impôt sur le revenu seront fusionnés et prélevés à la source. La

fiscalité doit être rééquilibrée en faveur de l'emploi et du travail au détriment de la rente et de la spéculation : c'est pourquoi nous proposons d'élargir l'assiette des cotisations patronales à la valeur ajoutée – ce qui évitera de pénaliser les activités de main d'œuvre, notamment l'artisanat – et de soumettre les revenus du capital au barème de l'impôt sur le revenu – ce qui signifie la suppression du prélèvement libératoire. La fiscalité doit aussi être un levier pour la social-écologie : nous rendrons la « TVA éco-modulable » afin qu'elle diminue pour les produits non polluants et qu'elle augmente pour les autres, afin que le prix des biens reflète leur coût pour la planète.

La vraie performance, c'est combattre la spéculation, la financiarisation et les rémunérations indécentes. Le système bancaire et financier doit être régulé. Nous réserverons les stocks options aux entreprises naissantes pour que les dirigeants d'entreprises regardent plus l'avenir que le cours de la bourse. Nous limiterons les rémunérations variables au montant de la part fixe (les bonus et les parachutes dorés compris) et nous plafonnerons les écarts de rémunérations de 1 à 20 au sein des entreprises qui ont une participation publique dans leur capital. Dans les autres, l'assemblée générale des actionnaires, sur proposition du conseil d'administration et après avis du comité d'entreprise, fixera ce ratio. Nous séparerons les activités de dépôts et d'investissement et limiterons les pratiques spéculatives pour éviter que les banques prennent des risques sur les dépôts de leurs clients. Et puis – c'est un enjeu rarement évoqué alors qu'il est décisif –, remettre l'économie devant la finance suppose de former des élites passionnées par la production et non fascinées par le profit. Les grandes écoles, qui forgeaient traditionnellement les élites républicaines qui ont fait la force de notre administration, de notre industrie et de notre recherche, orientent aujourd'hui excessivement leurs élèves vers des études qui les destinent plus à être *traders* plutôt qu'ingénieurs ou hauts-fonctionnaires. Nous recentrerons les grandes écoles sur la mission de formation d'élites au service de l'intérêt général.

Relancer la dynamique franco-allemande, bâtir une avant-garde et changer d'Europe

Dans une Europe à vingt-sept, la France ne peut décider de tout, toute seule. En même temps, son réveil est attendu. Forts de la confiance populaire, le Parti socialiste et ses alliés seront force de proposition auprès des autres Etats membres, de la Commission et du Parlement européens.

Prenant appui sur une nouvelle entente franco-allemande, nous inviterons tous nos partenaires à tourner la page de l'austérité brutale et risquant d'être fatale, pour définir une stratégie progressive de sortie de crise et projeter l'Europe vers 2020. A Berlin, nous dirons combien serait positive la mise en place au 1er janvier 2013 d'un office franco-allemand de la recherche avec une capacité d'emprunt gagée sur nos deux économies : une telle novation indiquerait aux chercheurs, universitaires, étudiants, ingénieurs européens qu'ils n'ont pas besoin de s'expatrier pour aborder le futur avec enthousiasme. De même, nous proposerons un co-investissement franco-allemand pour réaliser la ligne TGV Paris-Berlin d'ici la fin de la décennie.

A l'Allemagne et à tous les membres de l'Union, nous proposerons plusieurs réorientations concrètes, notamment : l'émission d'eurobonds (emprunts européens) pour financer les investissements du futur (réseaux de transport d'énergie, réseaux numériques, biotechnologies...) et les champions industriels de demain ; une taxation de 0,05 % des transactions financières au sein de l'Union si elle n'a pas été adoptée d'ici là, malgré les

intentions affichées au G20, dont la majeure partie sera affectée à la réduction des déficits publics ; le traitement différencié des dépenses d'avenir (éducation, enseignement supérieur, recherche, infrastructures vertes ou numériques) dans le Pacte de stabilité et de croissance pour orienter les dépenses publiques en Europe vers la préparation du futur ; l'adoption d'une assiette commune et d'un taux minimal de l'impôt sur les sociétés pour mettre fin à la concurrence mortifère entre Etats européens ; la construction avec les pays qui le voudront, dans le cadre d'une coopération renforcée permise par les traités actuels, d'une communauté européenne des énergies pour accélérer notre transition énergétique par des investissements massifs pour réduire notre consommation, limiter notre dépendance à l'égard du nucléaire et développer les énergies renouvelables. Enfin, parce que la mondialisation est aussi une bataille culturelle, nous demanderons à l'Union européenne d'agir fortement pour développer, promouvoir et protéger la création culturelle, cinématographique et audiovisuelle sur notre continent.

Avec force, nous nous battons pour un nouveau pacte commercial fondé sur la réciprocité des règles et des sauvegardes. Les autres puissances qui veulent commercer avec l'Europe doivent être soumises aux mêmes obligations sociales, sanitaires, environnementales, technologiques que nos entreprises, nos ingénieurs, nos travailleurs, nos territoires. En cas d'échec durable des négociations sur les normes dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), nous augmenterons les droits de douane au niveau européen sur les produits ne respectant pas les normes internationales en matière sociale sanitaire ou environnementale, le temps nécessaire pour que celles-ci soient respectées. Oui à l'Europe ouverte, non à l'Europe offerte ! Dans la mondialisation, la France et l'Europe doivent défendre des valeurs, elles doivent aussi défendre leurs intérêts.

Retrouver la justice pour bâtir l'égalité réelle

L'école, la santé, la sécurité seront au cœur de nos priorités

Face aux inégalités et au déclassement, les services publics sont le rempart que la droite n'a cessé de démolir et d'appauvrir. La gauche engagera leur renouveau pour améliorer la vie de tous les jours, en concentrant les moyens sur trois grands chantiers.

Nous proposerons un nouveau pacte éducatif à la Nation. Nous ne pouvons pas accepter qu'aujourd'hui, seuls trois enfants d'ouvriers sur dix atteignent la terminale. Nous n'acceptons pas que la moitié des enfants des familles défavorisées soient en retard en 6^e, ni qu'à 17 ans, 20 % des enfants des familles les plus pauvres aient arrêté leurs études. Notre pacte éducatif sera fondé sur une personnalisation accrue des parcours des élèves, une refonte des rythmes scolaires, pour donner à la fois le meilleur pour tous, les moyens d'en sortir à ceux qui sont en difficulté et la confiance aux professeurs et aux personnels éducatifs. Trop de plans sont restés lettre morte pour avoir voulu tout faire. Nous voulons agir fortement sur les fragilités les plus graves du système. Nous veillerons à la qualité des apprentissages en début de cycles, d'abord à l'école primaire pour assurer l'acquisition de fondamentaux solides (lire, écrire, compter, cliquer), ensuite dans les premiers cycles universitaires pour empêcher les échecs trop importants.

Dans les deux cas, le renforcement de l'encadrement sera mis en œuvre, l'utilisation de pédagogies différenciées à l'école primaire sera favorisée, un enseignement pluridisciplinaire dans les premiers cycles universitaires sera mis en place. Nous

améliorerons les conditions du métier d'enseignant, en assurant une formation initiale digne de ce nom, en articulant mieux le temps professionnel et la diversification des tâches. Nous engagerons pour cela une large concertation avec les enseignants afin d'élaborer une réforme qui, au-delà des mesures d'urgence, devra pouvoir être prête pour la rentrée scolaire 2013.

Nous proposerons une allocation d'études sous condition de ressources : elle aidera les jeunes à réussir leurs études, notamment en leur permettant de se loger et de se soigner. Parce que les inégalités scolaires se jouent très tôt, au cours de la législature, en lien avec les collectivités locales et les associations familiales, nous favoriserons les conditions d'accueil des tout petits, notamment par un plan ambitieux de création de places en crèches, la scolarisation dès deux ans pour les parents qui le souhaitent et l'accueil obligatoire dès trois ans. Enfin, parce qu'il n'y a pas de projet éducatif sans ambition culturelle, parce que la droite l'abandonne aux forces du marché, la culture sera au cœur du projet politique de la gauche. Nous mettrons en place un plan d'éducation à l'art et à la culture, aujourd'hui insuffisamment développé dans le cursus scolaire comme en dehors de lui.

Nous agissons pour rétablir l'égalité devant la santé. Près de 40 % des Français retardent le moment de se faire soigner pour des raisons financières. Les taxes sur les médicaments, les déremboursements, l'inflation des dépassements d'honoraires et la hausse du reste à charge des patients pénalisent tous les Français, particulièrement les plus fragiles et les plus âgés. Les inégalités territoriales d'accès aux soins se développent avec l'apparition de véritables déserts médicaux, à la campagne comme en ville. Il est temps de réorganiser notre système de soins pour qu'il retrouve cohérence et efficacité. Pour y parvenir, nous proposons trois choix : renforcer l'hôpital public et le recentrer sur ses missions essentielles – le développement des réseaux de soins et des maisons médicales permettra de décharger l'hôpital et ses personnels de soins courants qui doivent relever de la médecine de ville ; lutter contre les déserts de santé – nous demanderons aux jeunes médecins d'exercer dans une zone de santé prioritaire pendant les premières années à la sortie des études ; faire primer la prévention et l'offre de soins de proximité dont les médecins généralistes doivent être le pivot – pour cela, nous introduirons le paiement au forfait, autrement dit, dans le cas de patients qui ont besoin de se rendre souvent chez leur médecin, celui-ci recevra de la sécurité sociale un montant global pour le suivi de ce patient.

Nous ferons une réalité du droit à la sécurité et à la justice, qui est pour nous un droit fondamental. N. Sarkozy en avait fait un cheval de bataille électoral pour conquérir le pouvoir, puis s'y maintenir. Dix ans ont passé et sa politique a hélas tourné au fiasco : une trentaine de lois votées, des statistiques maquillées, des annonces sans effets, des forces de l'ordre et des magistrats souvent découragés. Sans tapage ni gesticulations, les élus socialistes, et d'abord les maires, inventent sur le terrain des réponses qui permettent d'agir contre l'insécurité : prévention, dissuasion, sanction, réparation, réinsertion, ils agissent sur tous les leviers et ils inspireront la politique que la gauche mettra en œuvre à l'échelle nationale. Pour y parvenir, il faut redonner confiance et soutien à la chaîne pénale dans sa globalité. Nous lui assignerons un objectif clair : que chaque acte de délinquance trouve une réponse immédiate, juste et proportionnée. Cela veut dire une police de proximité présente sur tout le territoire, ainsi que des sanctions proportionnées et appliquées rapidement. Au cours de la mandature, nous créerons 10 000 postes de gendarmes et policiers dont un millier dès 2012. Nous mettrons progressivement à niveau les moyens de la justice pour que la France rejoigne enfin les premiers rangs européens. Nous instaurerons une culture du

résultat plutôt qu'une politique du chiffre et engagerons des politiques – ville, logement, éducation, égalité des chances – qui feront reculer la violence dans la société.

Bien vieillir ensemble

La façon dont une société accompagne chaque personne âgée jusqu'à la fin de sa vie est un indice de civilisation. Disposer d'une retraite décente et avoir le droit de choisir son mode de vie, ce n'est pas un luxe : c'est un minimum. Liberté de choix garantie collectivement : voilà notre vision.

Nous abrogerons la réforme de 2010, injuste et qui n'a rien réglé financièrement, et nous engagerons la réforme des retraites que nous avons promise : un financement garanti avec une contribution du capital, le droit de partir à 60 ans, le maintien des seniors dans l'emploi, la prise en compte de la pénibilité et de l'allongement de la durée de vie, et surtout un système universel et personnalisé qui permettra à chaque personne de faire des choix et d'organiser sa vie. A partir du 1^{er} janvier 2014, chaque Français disposera du compte temps-formation. Nous nous donnerons les moyens de réussir cette réforme qui engagera plusieurs générations en menant une concertation avec les organisations syndicales et du débat public avec les Français en vue de décisions qui seront prises avant l'été 2013.

Chaque personne âgée confrontée à la dépendance doit pouvoir décider de son mode de vie en fonction de ses aspirations et de sa situation. Au regard de l'état de santé de la personne et de ses revenus financiers, la solidarité doit jouer. Nous équilibrerons financièrement l'amélioration des aides au maintien à domicile des personnes âgées dépendantes en rétablissant la fiscalité sur les grosses successions à son niveau d'avant 2007. Cette mesure permettra de jeter les bases d'un droit à la compensation de la perte d'autonomie tout au long de la vie, fondé sur la solidarité et non sur des assurances privées, qui fera diminuer le reste à charge aujourd'hui souvent insupportable pour les foyers modestes, à domicile ou en établissement.

Rassembler les Français et renouer avec la promesse républicaine

Bâtir une société du respect, des droits et des libertés

Dans notre pays, les hommes gagnent, à travail égal, en moyenne 27 % de plus que les femmes. Autre réalité : 40 % des enfants d'immigrés subissent des discriminations. Faire progresser les droits et lutter pour l'égalité sont un devoir d'intérêt général.

Nous ferons de l'égalité femmes-hommes une priorité de la législature. Cela passe par l'égalité des droits et des salaires dans les entreprises : les exonérations de cotisations sociales seront conditionnées à la conclusion d'un accord sur l'égalité salariale au sein de l'entreprise qui disposera d'un an pour engager et faire aboutir la négociation. Cela passe aussi par l'égalité dans les institutions publiques et les partis politiques. Nous présenterons des propositions de loi exigeantes pour instituer la parité : les partis qui ne présenteront pas 50 % de candidates seront privés de financement public.

Pour assurer l'égalité des genres et des familles, nous ouvrirons le droit au mariage et à l'adoption pour tous les couples.

Nous ferons de la lutte contre toutes les discriminations, notamment à l'embauche ou pour l'accès au logement, un objectif prioritaire – qu'elles concernent les personnes en situation de handicap, les personnes âgées ou nos concitoyens stigmatisés à cause de leurs origines.

Nous donnerons le droit de vote et d'éligibilité aux élections locales pour les étrangers en situation régulière résidant dans notre pays depuis cinq ans.

La laïcité est un pilier de notre République et une condition de l'émancipation au sein de notre société. Parce qu'elle est, comme l'a dit Jaurès, « la plus grande chose qui ait été tentée dans notre pays depuis la Révolution », la loi de 1905 doit être protégée et les règles du vivre ensemble et de la neutralité dans l'espace public et dans les services publics, particulièrement dans les établissements d'enseignement et d'hôpitaux respectées.

Faire respecter des règles claires et justes pour l'immigration

Les migrations sont un phénomène planétaire. Au 21ème siècle, les hommes et les femmes, comme les idées, les biens et les services, circulent. Aucun pays, aucune région, n'est en marge de cette mobilité. On estime à 3 % la part de la population mondiale en migration – la France compte elle-même deux millions et demi d'expatriés.

Dès lors, la question qui devrait préoccuper les responsables de l'Etat est : comment faire face à cette réalité mondiale ? Comment mettre en place une politique migratoire nationale qui soit utile à la France, à son économie mais pas seulement, aux migrants eux-mêmes, à l'Europe sans laquelle rien n'est durablement possible, aux pays d'origine dont le développement – chacun le sait – est la clé à long terme.

A la responsabilité politique, N. Sarkozy et la droite ont préféré la polémique à finalité électorale. Depuis 2002, leurs résultats sont calamiteux. A la remorque de l'extrême-droite, les décisions prises par les ministres concernés ont recréé des immigrés en situation irrégulière et placé les immigrés en situation légale dans l'instabilité permanente. Non seulement la doctrine UMP altère notre image et notre influence auprès de nos partenaires, mais elle ne sert pas nos intérêts.

L'approche républicaine que nous proposons repose sur un devoir de vérité : la France et l'Europe ont besoin d'une immigration légale pour construire leur avenir, ce qui suppose qu'elles se dotent d'une politique migratoire fondée sur des règles claires, stables, justes. L'objectif d'une politique d'immigration maîtrisée et concertée avec nos partenaires européens mais aussi avec les pays d'origine, et les moyens d'y parvenir, seront débattus par le Parlement et feront l'objet d'une loi de programmation et d'orientation destinée à bâtir un consensus républicain.

Elle s'appuiera sur quatre piliers : la lutte ferme contre les entrées illégales sur notre territoire et contre les filières de passeurs ; un processus progressif de régularisation pour les travailleurs étrangers sur la base de critères clairs et transparents et s'appliquant à tous de manière égale sur le territoire national ; un contrat d'accueil et d'intégration en faisant porter un effort majeur sur la maîtrise de la langue et la compréhension des droits et des devoirs républicains, ainsi qu'une progressivité dans la durée des cartes de séjour attribuées ; enfin, parce qu'il n'y a, pour la France comme pour aucun Etat membre, de politique migratoire efficace hors l'Europe, nous agissons pour une vraie coordination des politiques européennes d'immigration et de coopération avec les pays d'émigration.

Approfondir la démocratie pour la rendre plus proche et plus transparente

Tourner la page du sarkozysme, c'est retrouver l'esprit public et le respect de l'intérêt général. C'est ainsi que les Français retrouveront foi dans le suffrage universel et dans l'engagement collectif. Depuis le Front populaire, chaque victoire de la gauche a marqué une avancée pour les libertés des citoyens et les droits des salariés. Il en ira de même en 2012 si le

peuple nous fait confiance.

Nous améliorerons la démocratie politique. Ce qui suppose d'en finir avec l'hyper-présidence où un seul appuyé sur quelques-uns décide pour tous. Les représentants du peuple, qu'ils soient parlementaires ou élus locaux, doivent être respectés et écoutés, ils doivent pour cela être exemplaires. Plusieurs changements forts interviendront : stricte limitation du cumul des mandats pour les ministres et les parlementaires, obligation de déclaration d'intérêts pour les élus et les hauts fonctionnaires, introduction d'une dose de proportionnelle aux élections législatives pour que le Parlement soit à l'image du pays, comptabilisation des votes blancs comme suffrages exprimés.

Nous protégerons les contre-pouvoirs qui sont la garantie d'une démocratie vivante. Nous garantirons l'indépendance de la justice et des magistrats : limitation du rôle du parquet dans la procédure, carrières des magistrats non soumises au pouvoir politique, fin des instructions individuelles, rattrapage des moyens humains et matériels pour exercer leurs missions. Nous assurerons l'indépendance des médias : les responsables de l'audiovisuel public ne seront plus nommés par le président de la République mais par un Conseil de l'Audiovisuel indépendant du pouvoir politique, une loi anti-concentration sera votée pour empêcher la monopolisation des médias entre les mains de groupes industriels et financiers dépendant de la commande publique.

Nous encouragerons la démocratie territoriale. Dans un monde global, la proximité est un atout. Nous engagerons une nouvelle étape de la décentralisation à partir de 2012. Elle passera par une clarification et une simplification des compétences avec des régions et des pôles urbains fer de lance du développement économique et de la préparation de l'avenir, des départements et des communes centrés sur les politiques de solidarité et de proximité, une autonomie financière pour chaque collectivité qui se verra affectée une ressource dynamique, une citoyenneté accrue grâce à la tenue de jurys participatifs sur les choix de la vie locale.

Nous renforcerons la démocratie sociale. Face à l'éclatement des statuts professionnels, à la dégradation des conditions de travail, au creusement des inégalités salariales, la démocratie sociale doit permettre de traduire sur le terrain les avancées de la loi et de la négociation. Nous prévoyons la présence des salariés dans les instances de décision – conseil d'administration ou de surveillance, comité des rémunérations – et nous conforterons le rôle des organisations syndicales et professionnelles.

Au-delà, sur les **grands sujets de société**, nos concitoyens ont à la fois besoin d'être informés et de s'exprimer. Des Etats Généraux sur l'école ou sur la santé doivent permettre à tous les acteurs de se rencontrer, de débattre, d'apporter des solutions. Ils constituent un élément concret de la démocratie, surtout s'ils sont précédés d'une phase d'information à laquelle sont associés des experts et des scientifiques, chargés d'apporter l'état des connaissances. Les citoyens doivent s'impliquer personnellement pour faire évoluer le cours des choses. Sur certains thèmes, les institutions et les citoyens doivent s'associer dans des campagnes de sensibilisation et des actions communes. C'est vrai en matière de sécurité routière par exemple, mais également en matière d'environnement. Pourquoi ne pas consacrer, à

l'échelle du pays, chaque année, la valorisation et la promotion d'un thème particulier comme l'alimentation ou l'eau ?

Les orientations destinées à rendre notre démocratie plus vivante et plus transparente seront soumises aux Français lors d'un référendum organisé avant la fin de l'année 2012.

Assainir les finances publiques : un impératif pour l'avenir et pour réaliser notre projet

Pour nous, le rétablissement des comptes publics est un objectif de souveraineté politique et un objectif de justice. Aucun pays ne peut, sans menace pour son rayonnement ni pour sa paix sociale, faire peser sur les générations futures le coût de ses déficits.

La France en 2012 ne sera pas celle de 2007. Le déficit public est considérable, autour de 7 % contre 2,7 % il y a quatre ans. Dans le même temps, la dette a crû de 300 milliards d'euros – elle avoisine les 1 500 milliards d'euros – pour représenter plus de 80 % du PIB. Bien entendu, la crise explique pour une part ces piètres résultats. Pour une part seulement : sur les 150 milliards d'euros de déficits accumulés au cours de la législature, la Cour des comptes estime à deux tiers l'impact des choix budgétaires et de la politique économique opérés par la droite. C'est donc la dette qui a principalement financé les « réformes » de la droite.

Après avoir creusé la dette et les déficits, la droite explique qu'il n'y a plus de marges de manœuvre, que l'issue pour le pays réside dans une politique d'austérité sociale et d'alignement économique par le bas. Ce qu'elle n'avoue pas, c'est que si la situation des comptes publics est difficile en 2011 et ne permettra évidemment pas tout, tout de suite en 2012, mais il est possible de rétablir des marges de manœuvre.

Nous savons que redressement économique et redressement financier sont inséparables. Sans croissance, les mesures d'austérité ajoutent de la crise à la crise et finalement des déficits aux déficits et de la dette à la dette, l'exemple grec le montre amplement s'il en était besoin. Mais à l'opposé, sans redressement des comptes publics, il n'y aura pas de confiance durable dans l'économie, et pas de moyens pour financer les priorités des Français.

Il y a un chemin pour rétablir les comptes publics, mais il suppose de ne pas confondre sérieux et austérité. Ce chemin, c'est celui que nous proposons : des mesures pour raviver la croissance dès l'été 2012 ; une nouvelle politique industrielle pour rendre cette croissance durable ; l'annulation de dépenses fiscales injustes et inutiles voire néfastes pour l'économie.

La politique économique que nous proposons donne les moyens à la France de retrouver à partir de 2013 une croissance autour de 2,5%. Nous affecterons une partie des fruits de la croissance au désendettement en maintenant la progression des dépenses publiques à un niveau inférieur à la croissance. Mais, de même qu'il serait illusoire de vouloir de redresser les comptes sans une politique économique favorable à la croissance, il n'est pas possible de rééquilibrer nos finances, sans trouver des ressources nouvelles.

La droite depuis 2002 a créé plus de 70 milliards de dépenses fiscales inutiles, dont 40 milliards depuis 2007, décisions sans efficacité économique et injustes socialement. Sur ces 70 milliards, nous en annulerons 50 milliards. Pour cela, il sera procédé à une évaluation de l'utilité sociale et économique de toutes les niches fiscales et sociales (bouclier fiscal, réduction de nombreuses niches sur l'ISF et sur l'IR et sur l'immobilier, de la détaxation des heures supplémentaires, du taux réduit de TVA dans la restauration, alignement de la fiscalité des stock-options, bonus sur les revenus du travail...). Celles qui sont inefficaces ou

trop coûteuses seront supprimées ou re-calibrées.

Nous affecterons ces 50 milliards de ressources nouvelles pour moitié à la réduction de la dette et des déficits et pour moitié au financement de nos priorités pour les Français et la France, soit 25 milliards pour la compétitivité, l'emploi, l'éducation, la santé et la sécurité. Les 25 milliards d'euros de ressources dégagées, ainsi que le maintien d'une croissance des dépenses publiques à un niveau inférieur à la croissance, permettront de remplir nos objectifs en matière de réduction des déficits et de désendettement, et de financer nos priorités. Notre stratégie de redressement financier est fondée sur décisions nationales, mais - si nous parvenons à lui faire voir le jour -, nous affecterons aussi la moitié du produit de la taxe sur les transactions financières à l'assainissement des comptes publics (soit 15 milliards supplémentaires), ce qui permettra d'accélérer le retour à l'équilibre.

Depuis 2007, la France a changé, la gauche aussi. Nos valeurs n'ont pas varié, au contraire. Elles s'appellent liberté, égalité, fraternité, laïcité, justice, responsabilité, internationalisme.

Face aux évolutions du monde et à l'impact de la crise, nous avons renouvelé nos réponses. C'est à cette refondation que le Parti socialiste, ses militants, ses responsables, ses parlementaires, ses élus locaux, travaillent avec sérieux depuis plusieurs années, en dialogue avec les Français, en lien avec les organisations syndicales et l'ensemble des corps intermédiaires, les associations, les mouvements d'éducation populaire et de jeunesse, les autres formations socialistes regroupées au sein du Parti socialiste européen et de l'Internationale socialiste.

Nous avons fait nôtre la préoccupation écologique : les solutions du 21ème siècle devront articuler le capital, le travail et l'environnement. Nous avons revisité notre rapport à l'entreprise : si une diversité d'intérêts continue de s'y exprimer, elle doit d'abord être considérée comme un lieu de créativité, d'innovation, et les entrepreneurs, les vrais, ceux qui produisent et qui forment, doivent être encouragés. Nous avons repensé notre vision de l'Etat : celui-ci reste plus que jamais indispensable pour anticiper, initier, protéger, mais ses réponses doivent être davantage personnalisées et décentralisées. Enfin, nous avons refondé notre vision de la construction européenne pour stopper son déclin dans la mondialisation : l'Europe est une garantie de paix, mais elle doit défendre plus fortement ses intérêts face aux grands blocs commerciaux, à commencer par la Chine et les Etats-Unis. Dans un monde qui bouge, le Parti socialiste a d'autres valeurs que le néo-libéralisme en déroute et a d'autres solutions que le sarkozysme en échec.

Un monde s'achève sous nos yeux et un autre surgit : nous voulons que notre pays y soit pleinement acteur et non spectateur. Ce sera l'enjeu de 2012. Entre la droite et la gauche, le choix sera clair : fatalité de l'abaissement ou volonté de redressement ? Continuité ou changement ? Divisions ou rassemblement ? Le programme de gouvernement du Parti socialiste et les propositions précises qu'il contient répondent à cet impératif : redresser, changer, rassembler, bâtir un autre France pour dessiner un autre avenir.

Les crises économique, sociale, environnementale, démocratique, morale, que nous vivons constituent en réalité une seule et même crise : une crise de l'avenir. C'est ensemble que nous la surmonterons. A condition de renouer le fil d'une histoire à continuer, celle du patriotisme républicain. A condition que les efforts demandés soient justes et utiles : justes car équitablement répartis, utiles aux générations qui suivront. Arrivera le moment où pour rassembler les Français, il faudra leur crier « Vive la République ». Ils seront d'abord étonnés, regarderont autour d'eux puis comprendront pleinement. Alors, les socialistes et la gauche seront là, pour servir la France et les Français. Et l'avenir aimera à nouveau la France.

PRIORITES 2012

Redresser la France et proposer un nouveau modèle de développement

Emploi, compétitivité, investissement, désendettement : refaire de la France une nation qui compte

- 1) Pour muscler la compétitivité de la France, nous créerons une Banque publique d'investissement, qui investira dans la recherche et l'innovation, soutiendra les PME-PMI, prendra des participations dans les activités stratégiques et les filières industrielles d'avenir, et dont les moyens seront mobilisés sous la forme de fonds régionaux en co-pilotage avec les Régions .
- 2) Pour relancer l'investissement, nous baisserons l'impôt sur les sociétés de 33 % à 20 % pour les entreprises qui réinvestissent intégralement leurs bénéfices et, pour compenser les pertes de recettes pour l'Etat, nous l'augmenterons jusqu'à 40 % pour celles qui privilégient les dividendes des actionnaires.
- 3) Pour que l'Europe puisse innover, nous proposerons à nos partenaires d'émettre des emprunts européens (eurobonds) afin de financer les investissements du futur (réseaux de transport d'énergie, réseaux numériques, biotechnologies...) et les champions industriels de demain.
- 4) Pour l'emploi des jeunes, nous créerons 300 000 « emplois d'avenir » dans les domaines de l'innovation environnementale et sociale.
- 5) Pour protéger les salariés, nous dissuaderons les licenciements boursiers par des pénalités financières pour les entreprises qui en même temps versent des dividendes à leurs actionnaires.
- 6) Pour protéger les intérêts de l'Europe, de ses savoir-faire et de ses salariés dans la mondialisation, nous agissons pour augmenter les droits de douanes sur les produits provenant de pays ne respectant pas les normes internationales en matière sociale, sanitaire ou environnementale.
- 7) Pour réduire l'endettement de la France, nous affecterons à la réduction de la dette la moitié des marges financières que nous dégagerons

Agriculture, environnement, énergies : changer de modèle pour vivre mieux

- 8) Pour encourager les comportements écologiques, nous rendrons la TVA « éco-modulable » (diminuée sur les produits non-polluants et augmentée sur les produits polluants).
- 9) Pour que notre alimentation soit plus saine et pour que les agriculteurs vivent de leur travail, nous orienterons les achats alimentaires des collectivités locales vers l'agriculture et la pêche de proximité (lait et laitages, viandes, fruits et légumes).
- 11) Pour sortir de la dépendance du nucléaire et du pétrole, nous développerons massivement les économies d'énergie et les énergies renouvelables et nous proposerons à nos partenaires la mise en place d'une Communauté européenne des Energies.

Pouvoir d'achat, salaires, pensions : rendre la vie moins chère

12) Pour alléger la facture énergétique des Français, nous réinvestirons une partie des superprofits des groupes pétroliers dans des aides à l'isolation, le développement des énergies renouvelables et la mise en place de tarifs sociaux pour le gaz et l'électricité.

13) Pour stopper l'envolée des loyers, nous plafonnerons leur montant lors de la première location ou à la relocation, notamment dans les zones de spéculation immobilière.

14) Pour aider les jeunes adultes à se loger et à se soigner afin qu'ils réussissent leurs études, nous créerons une allocation d'étude sous condition de ressources.

15) Pour que l'égalité salariale femme-homme devienne une réalité, nous en ferons une condition pour conserver des exonérations de cotisations patronales.

16) Pour une plus juste répartition des richesses dans les entreprises, nous limiterons les rémunérations abusives: rémunérations variables n'excédant pas la part fixe, écarts de rémunérations de 1 à 20 maximum dans les entreprises à participation publique, conférence salariale annuelle tripartite, présence des salariés dans les conseils d'administration ou de surveillance et les comités des rémunérations

17) Pour les retraites, nous rétablirons l'âge légal à 60 ans et nous engagerons la réforme des retraites promise aux Français, fondée sur des garanties collectives, permettant des choix individuels et assurant l'avenir des régimes par un financement du premier au dernier euro. Pour organiser sa vie, chaque Français disposera d'un compte temps-formation.

Retrouver la justice pour bâtir l'égalité réelle

Services publics : priorité à l'éducation, à la santé et à la sécurité

18) Pour la réussite scolaire de chaque jeune, nous concluons un nouveau pacte éducatif entre les professeurs et la Nation. Il mettra l'accent sur le primaire et les premiers cycles d'enseignement supérieur qui sont les fragilités les plus grandes de notre système. Il sera fondé sur une refonte des rythmes scolaires et des programmes, une personnalisation accrue des enseignements et une revalorisation du métier d'enseignant. Un droit à la formation initiale différée sera accordé à ceux qui ont quitté le système scolaire de manière précoce.

19) Pour l'épanouissement des tout petits, l'accueil en crèche et la scolarisation à deux ans sera développé.

20) Pour la santé, nous remettrons l'hôpital au cœur du système, et nous demanderons aux jeunes médecins libéraux d'exercer en début de carrière dans les zones qui manquent de praticiens.

21) Pour améliorer la prise en charge des personnes âgées dépendantes, à domicile ou en établissement nous ferons appel à la solidarité nationale

22) Pour améliorer la sécurité des Français et la tranquillité publique, nous renforcerons les moyens de la police, de la gendarmerie, notamment en créant 10 000 postes de gendarmes et de policiers de proximité,

23) Pour une justice plus efficace, nous procéderons au rattrapage des moyens. Nous fixerons l'objectif que chaque acte de délinquance trouve une réponse immédiate, juste et proportionnée.

Réforme fiscale : davantage de justice, davantage d'efficacité

24) Pour revaloriser le travail, nous ferons en sorte que les revenus du capital ainsi que les bonus et stock-option soient soumis au même taux d'impôt que les revenus du travail, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

25) Pour limiter la spéculation et financer la réduction des déficits publics, nous instaurerons au niveau européen une taxe de 0,05% sur les transactions financières.

Rassembler les Français et retrouver la promesse Républicaine

26) Pour lutter contre les discriminations, nous généraliserons les CV anonymes, sans nom ni photo et nous expérimenterons un système d'attestations remises par les policiers lors des contrôles d'identité.

27) Pour assurer l'égalité des genres et des familles, nous ouvrirons le droit au mariage et à l'adoption pour tous les couples.

28) Pour une politique juste et efficace en matière d'immigration, nous renforcerons la lutte contre les entrées illégales, nous fonderons les régularisation sur la base de critères clairs et transparents et nous créerons un contrat d'accueil et d'intégration en insistant sur la maîtrise de la langue et la compréhension des droits et des devoirs républicains.

29) Pour conforter les contre-pouvoirs, nous garantirons l'indépendance de la justice (fin des instructions individuelles, carrières des magistrats non soumises au pouvoir politique); nous ferons voter une loi anti-concentration dans les médias et les responsables de l'audiovisuel public ne seront plus nommés par le président de la République

30) Pour approfondir la démocratie, nous renforcerons le rôle du parlement, nous introduirons une dose de proportionnelle aux élections législatives, nous accorderons le droit de vote aux étrangers aux élections locales, nous transformerons le Conseil Constitutionnel en une véritable Cour Constitutionnelle indépendante, nous lutterons contre les conflits d'intérêt et nous imposerons une limitation du cumul des mandats